

**Franck MARLIN**  
Député de l'Essonne  
Maire d'Étampes

Étampes, le 23 octobre 2009

Monsieur le Préfet,

J'ai été surpris par la teneur des propos que vous avez tenus dans l'enceinte du Conseil Général de l'Essonne, et dans lesquels vous avez cru bon de stigmatiser l'attitude des élus du sud du département qui, selon vous, se retrancheraient « derrière la défense de l'environnement pour faire barrage à certains projets. »

Entre les lignes, vous déplorez le manque d'ambition des élus, sous le prétexte qu'ils s'opposent à l'installation d'un centre d'enfouissement technique sur une plaine agricole, ou qu'ils réagissent à votre volonté d'imposer la circulation de 200 poids lourds supplémentaires par jour, transportant des produits dangereux sur les routes qui traversent nos villes et nos villages. Est-ce véritablement cela manquer d'ambition que de refuser la réalisation de ces projets ? Assurément non !

Encore une fois, et je le déplore, vous relayez des affirmations inconsidérées, faisant fi du respect à l'égard des élus, de leur travail, et de leurs alertes qui ne comptent dans vos décisions que pour partie congrue.

Selon vous, donc, nous nous opposerions à tous les projets tendant à la valorisation économique de notre secteur. Nous serions une troupe d'irréductibles, figée dans ses certitudes et incapable d'anticipation.

La vérité est tout d'autre. Nous nous opposons à des projets obsolètes sur le plan environnemental, et dont l'impact, en termes de créations d'emplois, reste très proche du zéro absolu.

Nous sommes désolés mais le sud du département n'a pas vocation à devenir la poubelle à ciel ouvert de l'Ile-de-France. Sur ce plan notre désaccord est total.

A l'inverse des reproches que vous nous faites, votre mobilisation personnelle semble moins tenace autour des projets structurants, susceptibles d'améliorer la surface économique de notre secteur. Le désenclavement de la zone d'activités du Sud-Essor reste à cet égard un très bon exemple.

Le Conseil Général vient de profiter des tiraillements entre les services de la DIREN et de la DRAC, pour repousser le financement de la voie d'accès directe sur la nationale 20 à cette zone à vocation industrielle.

Bizarrement, dans ce dossier, votre implication est moindre et vos remontrances à l'égard de cette décision suivent la même inclination. Votre soutien fluctuant laisse pantois quand on connaît les enjeux en matière d'innovation et de potentialité de développement de cette zone d'activité.

Et pourtant, il me semble que la valorisation de ce 3<sup>ème</sup> pôle de compétitivité, générateur d'emplois cette fois, qui a subi de plein fouet les conséquences de la crise du secteur automobile, devrait être traitée d'une manière prioritaire. Tel n'est pas le cas.

Il est sûrement plus valorisant d'imaginer la future technopole du plateau de Saclay, que de se pencher sur le sort des ouvriers et des employés des sous-traitants de l'industrie automobile, comme les ex-salariés de l'entreprise FAURECIA, qui se demandent si leurs compétences pourront être encore utilisées un jour, et dont vous n'avez pas dit un mot lors de votre allocution. Les chefs d'entreprises sont aussi légitimement inquiets des retards constatés.

A cet égard, la gouvernance et les retombées économiques autour du pôle de compétitivité MOVEO apparaissent bien floues et fort peu dynamiques.

A la longue, vos déclarations répétées ou vos circonvolutions blessantes commencent à lasser les élus du département. Je ne reviendrai pas ici sur le ton un peu cavalier et un rien méprisant que vous avez employé à l'égard des agriculteurs du département lors de votre participation à une réunion à Milly-la-Forêt. Mais cette attitude systématique, proche du dénigrement, encourage une crispation contre-productive qui freine à votre niveau l'engagement des réformes souhaitées par le Président de la République.

Il apparaît donc que les remontrances que vous avez distillées à la tribune du Conseil Général de l'Essonne, à l'égard de tous les élus, ne sont pas justifiées car elles semblent ne pas tenir compte de la réalité de la vie de nos populations. Il ne vous a sans doute pas échappé que le sud du département a dû faire face, ces dernières années, à une densification démographique forte.


Des classes d'écoles ouvrent plutôt qu'elles ne ferment, le besoin de la construction d'un nouveau lycée est devenu essentiel, les demandes de services augmentent d'une façon mécanique, du plus petit village à la ville moyenne. Vous le savez comme moi, les habitants du sud du département subissent, quotidiennement, les avatars d'un réseau de transport public déficient, et sont aussi les premiers sacrifiés du désengagement des collectivités dont c'est la compétence.

Je considère que le rôle de l'Etat est de lutter contre les inégalités entre les territoires, grâce à une politique d'aménagement équilibrée. C'est son devoir de rétablir l'équité. Mais peut-être n'est-ce pas votre vision des choses, tant vous préférez montrer du doigt ou admonester les élus quand ils ne sont pas de votre avis.

Pour en finir, je tenais simplement à vous dire que les propos que vous avez tenus lundi matin m'ont paru injustes et surtout très déséquilibrés à l'égard des élus et de leurs missions qui s'efforcent de conduire une politique responsable.

Tel est mon sentiment, et celui d'un grand nombre d'élus, qui sont choqués d'avoir entendu ou lu le premier représentant de l'Etat dans leur département s'exprimer de la sorte.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de mes salutations distinguées.



Franck MARLIN

Monsieur Jacques REILLER  
Préfet  
PREFECTURE DE L'ESSONNE  
Boulevard de France  
91010 EVRY CEDEX